

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
27 octobre 2010
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 21 octobre 2010, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

J'ai l'honneur de m'adresser à vous en votre qualité de Président du Conseil de sécurité pour le mois d'octobre 2010 et de vous faire tenir ci-joint un communiqué de presse daté du 18 octobre 2010 sur la treizième série de pourparlers de Genève sur la sécurité et la stabilité en Transcaucasie et une déclaration du Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie en date du 19 octobre 2010 sur le retrait du poste frontière russe du village de Perevi, situé à la frontière entre la Géorgie et la République d'Ossétie du Sud (voir annexes).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de ses annexes comme document du Conseil de sécurité.

(Signé) Vitaly Churkin



**Annexe I à la lettre datée du 21 octobre 2010
adressée au Président du Conseil de sécurité
par le Représentant permanent de la Fédération
de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Communiqué de presse

**Treizième série de pourparlers de Genève sur la sécurité
et la stabilité en Transcaucasie**

Le 18 octobre 2010

La treizième série de pourparlers internationaux sur la sécurité et la stabilité en Transcaucasie s'est tenue à Genève le 14 octobre. Des délégations de la République d'Abkhazie, de la Géorgie, de la Fédération de Russie, des États-Unis et de la République d'Ossétie du Sud, ainsi que des représentants de l'Union européenne, de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe y ont participé. Le Vice-Ministre des affaires étrangères et Secrétaire d'État, M. Grigory Karassine, conduisait la délégation russe.

Les membres du Groupe chargé de la sécurité ont procédé à un échange de vues sur la situation actuelle aux frontières de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud avec la Géorgie. Il a été dit que la situation s'améliorait, devenant plus stable et prévisible. La nature des incidents ayant eu lieu aux frontières a également évolué : on ne compte quasiment pas de victimes ni d'échanges de coups de feu de grande ampleur. Cela est dû en grande partie à l'adoption d'un accord sur les mécanismes conjoints de prévention des incidents et d'intervention dans les régions frontalières abkhaze-géorgienne et sud-ossète-géorgienne. Les activités régulières du mécanisme conjoint de prévention des incidents et d'intervention à la frontière de l'Abkhazie et de la Géorgie ont été accueillies favorablement. Il a été noté que le rapport récent du Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Thomas Hammarberg, sur le suivi des enquêtes portant sur les personnes disparues en Géorgie et en Ossétie du Sud contribuerait à une reprise rapide du fonctionnement régulier des mécanismes mis en place à la frontière entre ces deux États.

Afin de renforcer la stabilité et la sécurité de la région, la partie russe, agissant de bonne foi, a fait part de sa décision de transférer dans les prochains jours à l'intérieur du territoire sud-ossète le poste frontière russe pour l'instant situé dans la zone disputée du village de Perevi, à la frontière occidentale de l'Ossétie du Sud et de la Géorgie. Les coprésidents des pourparlers de Genève ont jugé positive cette décision responsable de la Russie.

Les discussions se sont poursuivies sur le principal enjeu des pourparlers de Genève – à savoir l'engagement de la Géorgie de ne pas faire usage de la force à l'encontre de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie. Les délégations abkhaze et sud-ossète ont de nouveau noté qu'il serait vain de tenter de régler d'autres questions figurant à l'ordre du jour sans aborder ce problème. La réaction des représentants de Tbilissi a montré que les autorités géorgiennes actuellement au pouvoir n'étaient toujours pas disposées à mener un dialogue de fond et constructif sur ce problème important. La partie russe a déclaré appuyer la revitalisation de l'activité du groupe chargé de la sécurité visant à parvenir à une solution acceptable.

À la suite de l'adoption par l'Assemblée générale des Nations Unies, le 7 septembre 2010, du projet de résolution de la Géorgie sur le statut des réfugiés d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud, la délégation sud-ossète a refusé de continuer à débattre des problèmes des réfugiés et des personnes déplacées au sein du groupe chargé des questions humanitaires et a proposé que la question des réfugiés soit examinée au sein de l'Assemblée générale et des commissions de cette dernière. Les représentants de Tskhinval se sont cependant déclarés disposés à organiser le retour des réfugiés, notamment ceux qui se trouvent en Géorgie, dans le district sud-ossète de Leningorsk et à leur fournir des papiers sud-ossètes afin de faciliter le règlement rapide des problèmes d'ordre social.

Les coprésidents du groupe chargé des questions humanitaires ont proposé d'adopter une approche graduelle, qui consisterait dans un premier temps à mener conjointement une enquête visant à répertorier les réfugiés et personnes déplacées se trouvant en Abkhazie, en Géorgie et en Ossétie du Sud. Les délégations russe et abkhaze, qui avaient globalement adopté la même position que l'Ossétie du Sud quant aux effets fâcheux, pour la poursuite des pourparlers de Genève, du projet de résolution de la Géorgie sur les réfugiés, étaient dans l'ensemble favorables au principe d'une approche graduelle. Elles ont cependant noté la nécessité impérieuse d'instaurer de bonnes conditions de sécurité pour le retour des réfugiés, ainsi que le Secrétaire général l'avait indiqué dans son rapport sur la situation humanitaire en Transcaucasie. Il importe également de rappeler que toutes les décisions prises dans le cadre des pourparlers de Genève le sont par consensus. Il faut donc poursuivre les travaux menés d'une manière qui soit acceptable pour tous les participants. La partie russe s'est déclarée disposée à prêter assistance aux délégations abkhaze, géorgienne et sud-ossète en ce qui concerne la question des réfugiés et personnes déplacées.

Avant la réunion tenue à Genève, des experts des secrétariats de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe ont organisé deux séances d'information sur les pratiques en matière d'échange d'informations et de prise de contact entre des parties à un conflit (le problème de Chypre étant pris comme exemple), ainsi que sur le règlement des problèmes relatifs aux droits de propriété (le cas de la Bosnie-Herzégovine étant pris comme exemple). Tous les participants ont jugé utiles ces séances d'information. Du fait de la complexité de la situation actuelle en Transcaucasie, et notamment de l'accroissement en 2008 du nombre d'États indépendants de la région, l'application de pratiques internationales revêt une importance de premier plan dans le cadre des pourparlers de Genève.

La prochaine réunion organisée dans le cadre des pourparlers de Genève se tiendra le 16 décembre 2010.

**Annexe II à la lettre datée du 21 octobre 2010
adressée au Président du Conseil de sécurité
par le Représentant permanent de la Fédération
de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Déclaration du Ministre russe des affaires étrangères

**Le retrait du poste frontière russe du village de Perevi,
situé à la frontière entre la Géorgie et la République
d'Ossétie du Sud**

Le 19 octobre 2010

Dans un esprit de bonne volonté, la partie russe a transféré à l'intérieur du territoire sud-ossète le poste frontière qui se trouvait depuis deux ans sur le territoire contesté avoisinant le village de Perevi (à la frontière occidentale de l'Ossétie du Sud et de la Géorgie).

Ce transfert a été précédé de préparatifs importants. Sous les auspices du Service frontalier de sécurité fédérale de la Russie, une rocade de plus de 10 kilomètres de long a été construite dans une région montagneuse difficile d'accès pour relier la gorge de Karzmanskoye au reste de l'Ossétie du Sud. Cette route est importante pour l'approvisionnement de la population locale ossète.

Les principaux paramètres du transfert de nos gardes frontière avaient fait l'objet de discussions préalables avec la direction de la Mission de surveillance de l'Union européenne en Géorgie. Nous avons confirmé notre intention de retirer de l'ordre du jour ce problème de nature technique, qu'avaient soulevé récemment à plusieurs reprises nos partenaires occidentaux, à condition que la Mission de l'Union européenne donne des garanties explicites de sécurité concernant le côté géorgien de la frontière et que la direction de la Mission mène une action « éducative » auprès de Tbilissi afin d'éviter toute éventuelle provocation. Il importait de faire en sorte que les événements de décembre 2008 ne se reproduisent pas. La première tentative de retrait volontaire du poste russe avait alors échoué car après le retrait des troupes russes, Perevi avait été immédiatement occupé par un contingent important de forces spéciales du Ministère de l'intérieur géorgien, situation qui avait été présentée par la propagande géorgienne comme une « grande victoire ». Les Ossètes du Sud vivant dans la région de la gorge de Karzmanskoye étaient alors véritablement en danger et nos gardes frontière avaient été contraints de revenir à Perevi.

La Mission de l'Union européenne nous a donné les garanties nécessaires. Le retrait du poste frontière russe s'est effectué cette fois en présence d'observateurs de l'Union européenne. Il n'y a eu aucune ingérence d'une petite unité de police géorgienne. Les observateurs de la Mission de l'Union européenne surveilleront la situation à Perevi, pendant quelques semaines au moins jusqu'à ce que la situation se stabilise complètement dans la région.

Nous espérons que cette décision de la partie russe, visant à réduire les tensions à la frontière entre la Géorgie et l'Ossétie du Sud, suscitera une réaction adéquate et constructive de la partie géorgienne et de la communauté internationale.

Le retrait du poste russe de Perevi règle ainsi définitivement la question de notre non-exécution présumée de l'accord Medvedev-Sarkozy. Les frontières de la République d'Ossétie du Sud et de la République d'Abkhazie sont sécurisées par les gardes frontière russes en application des accords bilatéraux conclus le 30 avril 2009 avec ces États.
